

**CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES CONCOURS  
PUBLICS POUR LA REALISATION DE L'AUTOROUTE A65  
LANGON-PAU.**

CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE  
SEANCE PLÉNIÈRE DU 16 OCTOBRE 2006

# DELIBERATION DU CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE

SÉANCE PLÉNIÈRE DU 16 OCTOBRE 2006

---

Direction Générale :

Vice-Président :

Directeur ou Chef de Service :

N° Délibération : 2006.2248 (P)

Référence interne : 32990

**OBJET : CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES CONCOURS PUBLICS POUR LA  
REALISATION DE L'AUTOROUTE A65 LANGON-PAU.**

---

## **LE CONSEIL RÉGIONAL,** en son assemblée plénière du 16 octobre 2006

**Vu** le Code Général des Collectivités territoriales,

**Vu** la délibération du Conseil Régional d'Aquitaine N°2005.2677 relative au Budget Primitif 2006 adopté à la séance Plénière du 19 décembre 2005, notamment le volet Infrastructures,

**Vu** les avis des Commissions n°I et IV.

**CONSIDERANT** l'engagement pris par l'Etat le 19 Avril 2000 lors de la signature du Contrat de Plan Etat-Région Aquitaine 2000-2006,

**CONSIDERANT** que les schémas multimodaux de services collectifs de transports du 18 Avril 2002 retiennent « entre Bordeaux et Pau une liaison à 2 x 2 voies rapide et sûre »,

**CONSIDERANT** que la nécessité de réaliser l'autoroute A 65 Langon-Pau a été confirmée par le gouvernement lors de la réunion du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire du 18 Décembre 2003,

**CONSIDERANT** le courrier du Ministre des Transports, de l'Equipeement et du Tourisme et de la Mer du 2 juin 2006, décidant d'engager les discussions avec le groupement A'liénor constitué des sociétés Eiffage et SANEF afin de parvenir à la conclusion du contrat de concession, et précisant que l'offre présentée par le candidat pressenti ne requerrait pas à ce stade, et en l'état actuel des taux de financement, le versement d'une contribution publique,

**PRENANT ACTE** de la signature du projet de cahier des charges annexé à la convention de concession par le groupement A'liénor en date du 20 juillet 2006,

**CONSIDERANT** qu'il subsiste des enjeux financiers importants pour l'Etat et les Collectivités Territoriales contributrices, notamment dans l'hypothèse du partage des fruits de la concession, et de déchéance du concessionnaire,

**CONSIDERANT** l'apport en nature de la déviation d'Aire-sur-l'Adour dans la concession, et par conséquent l'existence de concours publics,

**CONSIDERANT** la nécessité qu'avec l'Etat, maître d'ouvrage, soient définies les modalités d'information des Collectivités Territoriales qui contribuent au projet, et notamment l'information sur les activités du concessionnaire et sur la bonne l'exécution du contrat de concession,

**CONSIDERANT** l'urgence que le Décret approuvant le contrat de concession et le Décret approuvant l'utilité publique des travaux soient publiés avant la date du 21 Décembre 2006,

**CONSIDERANT** le courrier du Directeur Général des routes, en date du 26 septembre 2006, transmettant le projet de Convention de financement joint en annexe et précisant que cette convention sera annexée au contrat de concession,

**CONSIDERANT** la nécessité absolue pour les Collectivités locales de délibérer au sujet de la Convention de financement avant fin Octobre 2006,

Sur proposition de Monsieur le Président du Conseil Régional d'Aquitaine,  
et après en avoir délibéré,

**L'ASSEMBLEE PLENIERE  
DECIDE**

- **D'APPROUVER** les termes de la convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'Autoroute A65 Langon-Pau, annexé à cette délibération et décrit plus précisément dans le rapport annexe,

- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'Autoroute A65 Langon-Pau.

DECISION DE L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE :

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Non participation : Les Verts

*Transmis le 24 octobre 2006 à la Préfecture de la Région Aquitaine*

Le Président du Conseil Régional,

Signé Alain ROUSSET

## I- Le contexte

Conformément à l'engagement pris par l'Etat le 19 avril 2000 lors de la signature du contrat de plan Etat-Région Aquitaine 2000-2006, les schémas multimodaux de services collectifs de transports du 18 avril 2002 retiennent « entre Bordeaux et Pau une liaison à 2x2 voies rapide et sûre »

L'autoroute A65 (section Langon-Pau) a fait l'objet d'un avis de concession publié aux niveaux national et communautaire en mai 2003.

La nécessité de réaliser l'autoroute A65 Langon-Mont-de-Marsan-Pau, inscrite aux schémas de services nationaux, a été confirmée par le Gouvernement lors de la réunion du Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire du 18 décembre 2003.

Dans une étape préliminaire de cette consultation, les candidats ont été agréés, puis ont été invités procéder à un diagnostic approfondi des différents schémas possibles de concession de l'A65. Sur la base de ces analyses, le Conseil Régional d'Aquitaine et les autres collectivités locales concernées ont été invités à émettre un avis. Une concertation publique portant sur le choix du scénario de réalisation de cette liaison a également été organisée en mars-avril 2005. Un bilan en a été dressé en mai 2005.

En prenant en compte ces conclusions, l'Etat a alors choisi la concession sur l'ensemble de l'itinéraire et a alors établi le projet de cahier des charges de la concession sur la base duquel les quatre candidats ont été invités à présenter une offre.

Le 2 juin 2006, le Ministre de l'Equipement annonce qu'il a décidé d'engager les discussions avec le groupement A'liénor constitué des sociétés Eiffage et SANEF, afin de parvenir à la conclusion du contrat de concession, et précise que l'offre présentée par le candidat pressenti ne requiert pas à ce stade, et en l'état actuel des taux de financement, le versement d'une contribution publique.

Les collectivités locales, Conseil Régional d'Aquitaine, Conseil Général de la Gironde, Conseil Général des Landes, Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques qui avaient initialement convenu de cofinancer à parité avec l'Etat la subvention publique éventuellement nécessaire à la réalisation du projet comprenant l'A65 entre Langon et Pau, ont choisi de poursuivre leur engagement auprès de l'Etat dans la mise en place et l'exécution de cette opération. Une convention de financement doit ainsi déterminer les engagements de chacun vis-à-vis des partages éventuels des fruits de la concession, d'une éventuelle déchéance du concessionnaire en cours de concession, ou des informations dont les Collectivités souhaitent être destinataires.

### **Les éléments essentiels d'appréciation de l'offre - L'offre du groupement A'liénor**

#### **Une date de mise en service conforme aux objectifs de la Région**

Le groupement retenu propose que la mise en service complète de l'autoroute soit effective au plus tard 46 mois après l'entrée en vigueur du contrat de concession, soit en octobre 2010 en cas d'entrée en vigueur du contrat en décembre 2006. La mise en service des sections nœud autoroutier A62/A65 – diffuseur de Captieux et diffuseur de Thèze - nœud autoroutier A65-A64 interviendra au plus tard 40 mois après l'entrée en vigueur du contrat de concession, soit avant avril 2010.

#### **Partage des fruits de la concession**

Le concessionnaire versera des redevances au concédant et aux collectivités territoriales concernées dès lors que son chiffre d'affaires dépassera 15% du chiffre d'affaires prévisionnel, selon des modalités prévues au cahier des charges. Ces redevances n'excéderont pas le montant en euros constants au 1<sup>er</sup> novembre 2005 des concours publics, constitués par l'apport en nature de la déviation d'Aire-sur-l'Adour.

#### **La déchéance du concessionnaire**

La déchéance peut être prononcée par le concédant si le concessionnaire :

- Retarde la réalisation de l'autoroute de telle façon que la mise en service ne soit pas possible dans les 18 mois à compter de la date prévue,
- Interrompt durablement ou de manière répétée sa mission d'exploitation de l'autoroute,
- Ne produit pas ou ne maintient pas l'une des garanties prévues contractuellement.

Le principal risque de déchéance du concessionnaire est lié au risque de non refinancement à la mise en service et à la date du refinancement (soit 10 ans après la mise en service), et pourrait éventuellement

impliquer des conséquences financières pour l'Etat et les collectivités territoriales, cofinanceurs de l'indemnité qui serait à verser au concessionnaire.

Dans l'hypothèse où, après avoir déchu le concessionnaire, la concession serait rachetée par un tiers au prix de la juste valeur de la concession, l'Etat estime à ce jour que l'indemnité théorique restant à la charge publique serait de l'ordre de 50 M€ courants. Il faut cependant rappeler que ce risque de déchéance, s'il est existe réellement, apparaît comme faible. Le candidat retenu, grand groupe international de BTP, présente en effet un risque de non refinancement limité, en raison d'une offre basée sur des hypothèses de recettes basses et sur une structure de financement robuste. Il est à noter qu'en cas de prononciation de la déchéance, le concessionnaire aurait à dédommager les partenaires publics d'un préjudice estimé à environ 200 M€ provenant de ses fonds propres, ce qui représente pour les partenaires une garantie supplémentaire.

Au cas extrême où l'Etat n'arriverait pas à revendre l'ouvrage à un tiers, les simulations actuelles faites par l'Etat, permettent d'extrapoler une indemnité de déchéance estimée à 765 M€ courants en 2014 (soit 468 M€ en valeur actualisée au 1<sup>er</sup> novembre 2005), date du refinancement du prêt du concessionnaire.

### L'insertion du projet dans le paysage

Dans le cadre de la politique du 1% Paysage et Développement, le concessionnaire financera des aménagements en vue de la bonne insertion de l'autoroute dans le paysage environnant et participera au développement cohérent et durable des territoires traversés, tant dans l'intérêt des habitants du voisinage que des usagers de l'autoroute. Un soin spécifique sera apporté aux études architecturales des nouveaux ouvrages d'art.

### Des délais de procédure tendus

La négociation entre l'Etat et le groupement A'liénor a conduit à la nécessité absolue que le décret approuvant le contrat de concession soit signé avant le 21 décembre 2006 (et donc que le décret approuvant l'utilité publique soit publié avant) faute de quoi l'offre remise par A'liénor ne serait plus valable et une nouvelle procédure devrait être lancée, ce qui est inacceptable. C'est la raison pour laquelle il importe que la convention de financement soit signée dans les plus brefs délais.

## **Caractéristiques générales de l'autoroute A65**

Le scénario de réalisation de l'A65 consiste en une liaison entièrement concédée à péage à deux fois deux voies entre Langon et Pau, d'une longueur de 150,1 kilomètres. Son tracé s'inscrit à l'intérieur de la bande de 300 mètres correspondant au tracé neuf, approuvée par la décision ministérielle du 7 janvier 2002. La durée de la concession est de 55 ans.

La déviation d'Aire-sur-l'Adour, entre le diffuseur d'Aire-sur-l'Adour centre et le demi-diffuseur d'Aire-sur-l'Adour sud, sera intégrée à la concession sous la forme d'un apport en nature et remise au concessionnaire dès sa mise en service complète.

Le système de péage présenté est un système de type fermé comprenant des gares de péages à chaque diffuseur. Il pourra toutefois être modifié selon les offres des candidats. En toute hypothèse, la déviation d'Aire-sur-l'Adour sera libre de péage pour le trafic interne, entre ses deux échangeurs d'extrémité.

Outre les nœuds autoroutiers avec les autoroutes A64, A62 et la possibilité de raccorder ultérieurement le nœud autoroutier avec l'A64 au raccordement avec l'autoroute A650 Pau-oloron Sainte Marie, l'autoroute A65 Langon - Pau comporte huit diffuseurs réalisés à la mise en service et deux diffuseurs réalisables à plus long terme. Le dispositif d'échange est ainsi le suivant :

- les nœuds autoroutiers avec les autoroutes A64, l'A62 et l'A650 ;
- les diffuseurs à réaliser dès la phase de construction de l'A 65 :
  - un diffuseur au niveau de la commune de Bazas ;
  - un diffuseur au niveau de la commune de Captieux ;
  - un diffuseur au niveau des communes de Arue et Roquefort ;
  - un diffuseur au niveau de la commune de Lucbardez-et-Bargues (lieu-dit Le Caloy);
  - un diffuseur inclus dans la déviation d'Aire-sur-l'Adour, échangeur d'Aire-sur-l'Adour centre ;
  - un demi-diffuseur au sud de la déviation d'Aire-sur-l'Adour ;
  - un diffuseur au niveau de la commune de Garlin ;
  - un diffuseur au niveau des communes de Thèze et Miossens-Lanusse .

- les diffuseurs dont la réalisation pourra intervenir ultérieurement :
  - un diffuseur au niveau de la commune de Saint-Gein (lieu-dit Les Arbouts), qui devra nécessairement être réalisé avant la fin de la concession ;
  - un diffuseur au niveau de la commune de Uzein avec la déviation de la RD 716, qui doit être mis en service au plus tard en 2030.

Deux aires de service sont prévues : l'une à Aire sur l'Adour et l'autre à Captieux.

Par ailleurs, la société des Autoroutes du sud de la France (ASF), concessionnaire de l'Autoroute A64, devra construire et mettre en service l'échangeur de Lescar lors de la mise en service du raccordement A65-A64, cet échangeur de Lescar ayant été choisi pour ses capacités de distribution des usagers de l'A65 sur l'agglomération de Pau.

### **Le projet de convention de financement**

Les points principaux de cette convention :

1-Les sommes dues par le concessionnaire au titre du **partage des résultats de la concession**, seront versées à l'Etat qui reversera leur quote-part aux Collectivités Locales Contributrices en fonction des contributions effectivement faites pour le financement des apports en nature.

2-La clé de financement pour la partage de **l'indemnité de déchéance** entre partenaires est identique à la clé initialement retenue pour le financement de la subvention d'équilibre, soit :

- a. Etat : 50%
- b. Région Aquitaine : 25%
- c. Département de la Gironde : 10%
- d. Département des Landes : 5%
- e. Département des Pyrénées-Atlantiques : 10%

Par ailleurs, un principe de symétrie a été appliqué : si le versement du prix de rachat de la concession par un tiers intervient avant le versement de l'indemnité de déchéance au premier concessionnaire, les Collectivités s'alignent sur l'Etat et déduisent de leur quote-part d'indemnité de déchéance le montant du prix de rachat versé au concessionnaire déchu par le nouveau titulaire.

Par ailleurs, si la concession était rachetée ultérieurement, le prix de rachat sera également partagé entre l'Etat et les Collectivités selon la clé 50/25/10/10/5.

### **3-Information des collectivités territoriales contributrices :**

Les Collectivités seront récipiendaires du compte-rendu d'exécution annuel du contrat d'exécution, comprenant notamment le bilan des investissements réalisés, les données d'exploitation, l'analyse de la qualité du service, les programmes d'investissements à réaliser sur les cinq années ultérieures, ...

### **Calendrier de la procédure** (voir planning joint)

Il implique la nécessité pour les Collectivité de délibérer avant fin octobre au sujet de la convention de financement de l'A65.

|  | 1-sept  | 15-sept                                     | 1-oct   | 15-oct   | 1-nov                        | 15-nov   | 01-déc   | 15-déc   | 21-déc |
|--|---|---|---|--|------------------------------|--|--|--|--------|
| Décret approuvant le contrat de concession       | Finalisation du contrat                             |   | Avis du Conseil d'Etat                                |  |                              | Signature du contrat et du décret  |  | Publication du décret  |        |
|  |   | Engagements Aliénor et CL                   |   |  | avis CE                      |  |  | Publication du décret  |        |
|  | Finalisation des annexes au CDC                     | Signature du contrat de concession A'liénor | Signature lettres de saisine MINEFI et Budget par DGR | Reunions avec le rapporteur  | Examen par la section des TP | Signature définitive du contrat de concession par ALIENOR et par le ministre | Signature du projet de décret par le ministre  | Saisine du SGG pour contreseing du Premier ministre et publication au Journal officiel |        |
|  | Finalisation de la convention financière            | Lettres d'accord des collectivités          | Signature lettre de saisine du CE par le ministre     | Envoi complémentaire (convention financière signée, engagements de l'Etat) |                              |  | Saisine du MINEFI et du budget pour contreseing du projet de décret                    | Relecture des épreuves   |        |
| Décret approuvant l'utilité publique des travaux | Elaboration du dossier de saisine du Conseil d'Etat |   | Avis du Conseil d'Etat                                |  |                              |  | Signature du décret  | Publication du décret  |        |
|  |   |   |   |  |                              | avis CE  | Signature du projet de décret par le ministre  | Publication du décret  |        |
|  |   |   | Signature lettre de saisine du CE par le ministre     | Reunions avec le rapporteur  | Examen par la section des TP |  | Saisine du SGG pour contreseing du Premier ministre et publication au Journal officiel | Relecture des épreuves   |        |

|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b>CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES CONCOURS PUBLICS</b><br/><b>POUR LA RÉALISATION DE L'AUTOROUTE A65</b><br/><b>(SECTION LANGON - PAU)</b></p> |
|---|

**ENTRE :**

L'Etat, représenté par Monsieur Dominique PERBEN, ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer ;

**ET**

Le Conseil régional d'Aquitaine, représenté par Monsieur Alain ROUSSET, président du Conseil régional d'Aquitaine, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil régional en date du ..... ;

Le Conseil général de Gironde, représenté par Monsieur Philippe MADRELLE, président du Conseil général de Gironde, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil général en date du ..... ;

Le Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, représenté par Monsieur Jean-Jacques LASSERRE, président du Conseil général de Pyrénées-Atlantiques, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil général en date du ..... ;

Le Conseil général des Landes, représenté par Monsieur Henri EMMANUELLI, président du Conseil général des Landes, en vertu d'une délibération exécutoire du Conseil général en date du ..... ;

Ci-après dénommés ensemble "les Collectivités Territoriales Contributrices" ;

**ET**

La société A'liénor – société par actions simplifiée de droit français au capital de 40 000 euros, dont le siège social est fixé 163, quai du Docteur Dervaux, 92 600 Asnières-sur-Seine ; immatriculée sous le numéro 491 529 855 au tribunal de commerce de Nanterre, représentée par M. Fadi SELWAN agissant en qualité de président – indifféremment désignée ci-après par "A'liénor", ou "le Concessionnaire" ;

**VU** la loi organique n°2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances ;

**VU** le code de la voirie routière, notamment l'article L. 122.4 modifié ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi du 10 août 1922 modifiée relative à l'organisation du contrôle des dépenses engagées ;

**VU** la loi n° 99-533 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999 ;

**VU** le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

**VU** le décret n°2002-560 du 18 avril 2002 approuvant les schémas de services collectifs ;

**VU** les documents de la consultation relative à la concession de la section Langon - Pau de l'autoroute A 65 ;

**VU** le projet de convention de concession de la section Langon - Pau de l'autoroute A 65 signé par A'liénor le [27 septembre 2006] et le projet de cahier des charges qui lui est annexé, tous deux paraphés et signés par le Concessionnaire ;



**Vu** la délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil régional d'Aquitaine, en date du \_\_\_\_\_, approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute A 65, autorisant le président du Conseil régional à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité le \_\_\_\_\_ ;

**Vu** la délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil général de Gironde, en date du \_\_\_\_\_, approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute A 65, autorisant le président du Conseil général à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité le \_\_\_\_\_ ;

**Vu** la délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, en date du \_\_\_\_\_, approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute A 65, autorisant le président du Conseil général à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité le \_\_\_\_\_ ;

**Vu** la délibération n° \_\_\_\_\_ du Conseil général des Landes, en date du \_\_\_\_\_, approuvant le projet de convention relative au financement des concours publics pour la réalisation de l'autoroute A 65, autorisant le président du Conseil général à signer cette convention, et transmise au contrôle de légalité le \_\_\_\_\_ ;

#### **ETANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ QUE :**

Conformément à l'engagement pris par l'Etat le 19 avril 2000 lors de la signature du contrat de plan Etat – région Aquitaine 2000-2006, les schémas multimodaux de services collectifs de transport du 18 avril 2002 retiennent «entre Bordeaux et Pau une liaison à 2x2 voies rapide et sûre ».

Le Gouvernement, lors de la réunion du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire du 18 décembre 2003, a confirmé la nécessité de réaliser l'autoroute A65 Langon – Mont-de-Marsan – Pau, inscrite au schéma directeur routier national dès 1992.

L'autoroute A 65 (section Langon - Pau) a fait l'objet d'un avis de concession publié aux niveaux national et communautaire en mai 2003.

Dans une étape préliminaire, les candidats ont procédé à une analyse comparative des différents schémas possibles de concession de l'A65. Sur la base de ces analyses, l'Etat, après consultation des Collectivités Territoriales Contributrices et des autres collectivités intéressées et participation du public, a établi le scénario de concession sur la base duquel les candidats ont été invités à présenter une offre.

Ce scénario se caractérise essentiellement par une liaison entièrement concédée à péage à deux fois deux voies entre Langon et Pau d'une longueur de 150 kilomètres environ. Cette concession intègre la déviation d'Aire-sur-l'Adour, réalisée par l'Etat et remise gratuitement au concessionnaire et qui demeurera libre de péage pour le trafic interne à la déviation. Cette déviation est financée, dans le cadre du contrat de plan Etat – région 2000-2006 en Aquitaine, conformément à la convention particulière signée le 23 septembre 2003.

Une commission consultative notamment composée de représentants du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, et du ministère chargé de l'économie, des finances et de l'industrie a été chargée d'examiner les offres remises par les candidats.

Cette commission a remis son avis au ministre chargé de la voirie nationale, qui a décidé, au vu de cet avis, que l'offre du groupement candidat A'liénor, dont les membres sont les actionnaires de la société, était celle qui répondait le mieux aux critères de sélection énoncés dans l'avis de publicité. Des négociations ont en conséquence été engagées par l'Etat pour le compte de la société A'liénor alors en formation.

Cette procédure d'attribution de la concession de l'autoroute A65 a permis d'aboutir le [27 septembre 2006] à la signature du projet de contrat de concession par la société A'liénor. Par ce contrat, la société A'liénor s'engage à réaliser, à ses risques et périls, l'autoroute A65, dans le cadre d'une durée de concession de 55 ans.

**DANS CES CONDITIONS, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

#### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir :

- ..la répartition entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices de la prise en charge des concours publics et de l'indemnité de déchéance prévus au Contrat de concession ;
- ..la répartition entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices du partage des fruits de la concession prévu au Contrat de concession ;
- ..les modalités d'information des Collectivités Territoriales Contributrices du suivi des activités du concessionnaire et de la bonne exécution du Contrat de concession.

La présente convention ne modifie pas les droits et obligations du Concessionnaire fixés par ailleurs par le Contrat de concession.

#### **ARTICLE 2 : RÉPARTITION DE LA PRISE EN CHARGE DES CONCOURS PUBLICS PRÉVUS AU CAHIER DES CHARGES ANNEXÉ À LA CONVENTION DE CONCESSION**

La réalisation de l'autoroute A 65 sera intégralement financée par le Concessionnaire sans versement de subvention par l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices.

Les concours publics prévus à l'article 24 du cahier des charges annexé à la convention de concession, prennent la forme d'un apport en nature constitué de la déviation d'Aire-sur-l'Adour pour le montant figurant à l'annexe 18 au cahier des charges annexé à la convention de concession pour la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon Pau de l'autoroute A65. Ils sont financés, dans le cadre du contrat de plan Etat – région 2000-2006 en Aquitaine, conformément à la convention particulière signée le 23 septembre 2003. Conformément à l'article 5 du cahier des charges annexé à la convention de concession, la déviation d'Aire-sur-l'Adour sera remise au concessionnaire dès sa mise en service.

### **ARTICLE 3 : PARTAGE DES RÉSULTATS DE LA CONCESSION A65**

Les sommes dues par le Concessionnaire en application de l'article 30 du cahier des charges annexé à la convention de concession, ainsi que toutes autres sommes venant en substitution ou en remplacement des sommes dues au titre dudit article 30, sont réparties à parts égales entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices au prorata des contributions effectivement versées par l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices pour le financement des apports en nature sur la base des dispositions d'une convention spécifique à intervenir entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices. Cette convention spécifique ne pourra en aucun cas modifier, augmenter, diminuer, annuler ou autrement affecter les obligations du Concessionnaire au titre de la Concession ou au titre des présentes.

Les sommes dues par le Concessionnaire au titre de l'année N sont versées à l'Etat avant le 15 février de l'année N+1. A défaut de reversement par le Concessionnaire à l'Etat dans ce délai, des intérêts de retards sont applicables de plein droit en sus de la somme due. Les intérêts de retard sont calculés au taux légal en vigueur majoré de 2% par an, sur une base journalière et sur la base d'une année de 365 jours à compter du premier jour de retard de paiement jusqu'à la date de paiement effectif du montant dû. Ces intérêts sont répartis entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices selon la clef de financement visée à l'alinéa précédent.

Dès lors que la convention spécifique précitée aura été signée, l'Etat est responsable du reversement de leurs parts aux Collectivités Territoriales Contributrices, dans un délai de quatre (4) mois à compter du versement de ces sommes à l'Etat par le Concessionnaire. A défaut de reversement par l'Etat aux Collectivités Territoriales Contributrices dans ce délai, des intérêts moratoires sont applicables de plein droit. Les intérêts moratoires sont calculés sur une base journalière et sur la base d'une année de 365 jours à compter du premier jour de retard de mandatement jusqu'à la date de mandatement effectif du montant dû.

### **ARTICLE 4 : DÉCHÉANCE DU CONCESSIONNAIRE**

En cas de prononcé de la déchéance du Concessionnaire en application de l'article 40 du cahier des charges annexé à la convention de concession, l'ensemble des concours publics effectivement reçus par le Concessionnaire aux termes de la présente convention et des autres stipulations du Contrat de concession est pris en compte pour l'application de l'article 40.7 dudit cahier des charges.

Le montant éventuellement dû au Concessionnaire en application de l'article 40 dudit cahier des charges est pris en charge à parts égales entre l'Etat, d'une part, et les Collectivités Territoriales Contributrices, d'autre part, selon la clef de répartition suivante :

- Etat : 50 %
- Région Aquitaine : 25 %
- Département de Gironde : 10 %
- Département des Landes : 5 %
- Département des Pyrénées-Atlantiques : 10 %.

En cas de rachat de la concession par un tiers avant le versement de l'indemnité de déchéance, l'indemnité de déchéance éventuellement due au Concessionnaire est diminuée du montant du prix du rachat effectivement versé au concessionnaire au bénéfice de l'Etat et des Collectivités Territoriales Contributrices. Si ce rachat intervient après le versement de l'indemnité de déchéance, le montant du prix du rachat est partagé entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices selon la même clé de répartition.

Les sommes éventuellement dues par le Concessionnaire en cas de prononcé de la déchéance sont réparties entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices selon la même clé de répartition.

Dès lors que le montant des sommes qui viendraient à être dues au Concessionnaire en application de l'article 40 du cahier des charges annexé à la convention de concession est arrêté, de manière provisionnelle ou définitive, l'Etat et les Collectivités Territoriales Contributrices s'engagent à mandater la part de ce montant qui leur incombe en application des stipulations du présent article.

## **ARTICLE 5 : INFORMATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES CONTRIBUTRICES**

Le concessionnaire communique chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juillet, au ministre chargé de la voirie nationale les documents visés à l'article 33.3 du cahier des charges annexé à la convention de concession en dix exemplaires. Le ministre chargé de la voirie nationale communique un exemplaire de ces documents à chacune des Collectivités Territoriales Contributrices.

L'Etat adresse également aux Collectivités Territoriales Contributrices l'analyse faite par ses services sur les documents transmis et les informe, au plus tôt, de tout fait, événement ou acte susceptible d'avoir un impact sur leurs engagements au titre de la présente convention.

Lorsque l'Etat considère que les motifs de la déchéance sont susceptibles d'être réunis, il en informe sans délai les Collectivités Territoriales Contributrices.

## **ARTICLE 6 : COMMUNICATION**

L'Etat, le concessionnaire et les Collectivités Territoriales Contributrices mentionnent dans toutes communications, affichages, expositions, publications relative à la concession de l'autoroute A65 les contributions apportées par l'Etat et par chaque collectivité contributrice, assorties de leurs logos.

L'Etat ou le concessionnaire invite les Collectivités Territoriales Contributrices, en les informant dans les meilleurs délais, à participer, en tant qu'observateur, à toute visite de chantier organisée en application de l'article 7.3 du cahier des charges annexé à la convention de concession, à l'exclusion des visites de chantiers de l'Autorité chargée du contrôle prévues à l'article 8 dudit cahier des charges.

## **ARTICLE 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

L'entrée en vigueur de la présente convention est subordonnée à la publication au *Journal Officiel* de la République française de la convention de concession pour la conception, la construction, l'entretien, l'exploitation et la maintenance de la section Langon - Pau de l'autoroute A65 entre l'Etat et le Concessionnaire et du cahier des charges annexé, approuvés par décret en Conseil d'Etat.

Fait en (---) exemplaires, à (----), le (----)

**Visa du contrôleur financier de l'Agence de  
financement des infrastructures de transport de  
France**

**Pour l'Etat,**

Le ministre des transports, de l'équipement, du  
tourisme et de la mer

Dominique PERBEN

**Pour la région Aquitaine,**

Le président du conseil régional

Monsieur Alain ROUSSET

**Pour le département de Gironde,**

Le président du conseil général

Monsieur Philippe MADRELLE

**Pour le département des Pyrénées-Atlantiques,**

Le président du conseil général

Monsieur Jean-Jacques LASSERRE

**Pour le département des Landes,**

Le président du conseil général

Monsieur Henri EMMANUELLI

**Pour le Concessionnaire,**

Le président

Monsieur Fadi SELWAN